

## Le\_pl@giat\_électronique\_dans \_les\_travaux\_scolaires

↳ une pratique qui soulève des questions éthiques





## Le\_pl@giat\_électronique\_dans\_ les\_travaux\_scolaires

↳ une pratique qui soulève des questions éthiques

## Commission de l'éthique de la science et de la technologie

1200, route de l'Église  
3<sup>e</sup> étage, bureau 3.45  
Sainte-Foy (Québec)  
G1V 4Z2  
[www.ethique.gouv.qc.ca](http://www.ethique.gouv.qc.ca)

### En soutien à la réalisation de la synthèse

#### *Coordination et supervision*

Diane Duquet

#### *Secrétaire de réunion*

David Boucher

#### *Recherche et rédaction*

David Boucher

### Soutien technique

#### *Secrétariat*

Lauraine Bérard

Avis adopté à la 20<sup>e</sup> réunion de la Commission de l'éthique de la science et de la technologie  
le 14 juin 2005

© Gouvernement du Québec 2005

Dépôt légal : 4<sup>e</sup> trimestre 2005  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada

ISBN 2-550-45656-4

*Pour faciliter la lecture du texte, le genre masculin est utilisé sans aucune intention discriminatoire.*

## LES MEMBRES DE LA CEST-JEUNESSE 2005

### PRÉSIDENT<sup>1</sup>

#### **Pascal Thériault-Lauzier**

Sciences de la nature  
Cégep de Rimouski

### MEMBRES

#### **Gabriel Archambault**

Collège Jean-de-Brébeuf

#### **Jean-François Bazinet**

Cégep Limoilou

#### **Laurent Chevrette**

Sciences de la nature – profil santé  
Cégep régional de Lanaudière

#### **Stéphanie Deslauriers**

Technique de tourisme bilingue<sup>2</sup>  
Cégep Limoilou

#### **Cédric Desmarais**

Sciences de la nature – option biomédicale  
Cégep de Saint-Laurent

#### **Geneviève Fournier-Goulet**

Sciences humaines  
Cégep régional de Lanaudière

#### **Amy Fraser**

Sciences de la nature – profil santé  
Cégep régional de Lanaudière

#### **Thierry Kayitana**

Cégep Limoilou

#### **Valérie Larochelle**

Baccalauréat International – Économie  
Collège Jean-de-Brébeuf

#### **Pascale Lefebvre**

Technologie de l'architecture  
Cégep de Saint-Laurent

#### **Michaël Levesque**

Sciences de la nature  
Cégep de Rimouski

#### **Amélie Longpré-Boisvert**

Art dramatique  
Cégep de Saint-Laurent

#### **Michaël Rioux**

Sciences de la nature – profil math-physique  
Cégep de Rimouski

#### **Marie-Noël Rochon**

Sciences de la nature – profil santé  
Collège Jean-de-Brébeuf

### SECRÉTAIRE DE RÉUNION

**David Boucher**, CEST

---

### ENSEIGNANTS

**Katerine Deslauriers**, Collège Jean-de-Brébeuf et Cégep de Saint-Laurent

**Léopoldo Lavin**, Cégep Limoilou

**Jean-Claude Simard**, Cégep de Rimouski

**André Sylvestre**, Cégep régional de Lanaudière

**Pierre Després**, conseiller, Collège Montmorency

**Réal Roy**, conseiller, Cégep Limoilou

### OBSERVATEURS

**Édith Deleury**, présidente de la CEST

**Sabin Boily**, membre de la CEST

**Benoît Gagnon**, membre de la CEST

**Michèle S. Jean**, membre de la CEST

**Danielle Parent**, membre de la CEST

### COORDONNATRICE

**Diane Duquet**, coordonnatrice de la CEST

**Lauraine Bérard**, agente de secrétariat

---

<sup>1</sup> Désigné par ses pairs pour la durée de la rencontre du 15 au 17 avril.

<sup>2</sup> En collaboration avec Saint-Lawrence College.



## Table des matières

<b>PRÉAMBULE DE LA CEST</b>	<b>1</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
<b>SECTION 1 – LE PLAGIAT ÉLECTRONIQUE DANS LES TRAVAUX SCOLAIRES : DE QUOI PARLE-T-ON AU JUSTE?</b>	<b>7</b>
La paraphrase	8
L'autoplagiat	9
Le plagiat	10
Le plagiat électronique dans les travaux scolaires	10
<b>SECTION 2 – LE CONTEXTE QUÉBÉCOIS DE L'ÉDUCATION</b>	<b>13</b>
Les buts de l'éducation	13
Le contexte québécois et son approche du plagiat	15
<b>SECTION 3 – DES PISTES DE SOLUTIONS À PRIVILÉGIER ET DES VALEURS À METTRE DE L'AVANT</b>	<b>21</b>
La prévention : honnêteté, responsabilité, originalité et plaisir d'apprendre	21
Sensibilisation des jeunes	21
Connaissance des technologies de l'information et de la communication (TIC) et méthodes d'enseignement et d'évaluation	24
Pour des sanctions claires, adaptées et rigoureuses : transparence et équité	25
<b>SECTION 4 – LES AUTRES ENJEUX À SIGNALER</b>	<b>29</b>
La détection systématique du plagiat électronique et le principe de la présomption d'innocence	29
Les causes premières du plagiat	30
La propriété intellectuelle	31
<b>CONCLUSION</b>	<b>33</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>35</b>
<b>ANNEXE 1 – DESCRIPTION DU PROJET CEST-JEUNESSE</b>	<b>37</b>
<b>ANNEXE 2 – PROGRAMME DE L'ATELIER CEST-JEUNESSE</b>	<b>41</b>
<b>LES MEMBRES DE LA COMMISSION DE L'ÉTHIQUE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE</b>	<b>43</b>

















## **Section 1 – Le plagiat électronique dans les travaux scolaires : de quoi parle-t-on au juste?**

Les travaux scolaires occupent une place importante dans le cadre de la formation des étudiants et y jouent un rôle crucial. Souvent, ces travaux prennent la forme d'une synthèse sur un sujet particulier ou d'un exercice de rédaction similaire permettant à l'enseignant d'évaluer chez ses étudiants le niveau de compréhension de la matière enseignée. La recherche est souvent partie inhérente à la préparation de synthèses et en constituera une part plus ou moins grande selon le niveau de formation : sommaire au primaire, elle constitue l'essence même de la formation au doctorat. Les étudiants sont donc appelés à utiliser tous les moyens à leur disposition afin de trouver des sources d'information leur permettant d'étoffer leur travail, d'exercer leur esprit d'analyse et de synthèse et de mettre à l'épreuve leur jugement critique. En s'inspirant de ces sources d'information, l'étudiant rédige alors un travail dans lequel il est amené à rendre compte de ses recherches et à rendre crédit aux auteurs consultés. La compilation d'une bibliographie permet de le faire de façon globale, alors que le texte doit le faire en usant de la paraphrase et de la citation selon des règles méthodologiques reconnues : utilisation des guillemets et de notes infrapaginales qui précisent les emprunts faits à telle ou telle source. Ces façons de faire reposent sur l'honnêteté intellectuelle du rédacteur (en l'occurrence l'étudiant) et ne constituent nullement un rempart absolu contre le plagiat ou toute autre forme de malhonnêteté intellectuelle.

Avant d'aborder les enjeux éthiques que soulève le plagiat électronique dans les travaux scolaires, il est apparu essentiel à la CEST-Jeunesse de préciser sa pensée sur ce que signifie « plagier ». En effet, le plagiat constitue une notion dont tout le monde parle mais qui semble se prêter à diverses interprétations; la signification ne serait pas aussi claire qu'il serait permis de le croire de prime abord. La CEST-Jeunesse s'est donc penchée dans un premier temps sur deux notions particulières : la notion de paraphrase, une notion relativement ambiguë et dont l'utilisation est omniprésente dans tout travail de synthèse ou de recherche, et la notion d'autoplégat – plagier ses propres travaux – qui peuvent toutes deux être associées à la notion de plagiat selon la manière dont elles sont comprises. Ayant fait la lumière sur ces deux notions, la CEST-Jeunesse a ensuite défini ce qu'est le plagiat et, de façon plus spécifique, le plagiat électronique.

10101000101010010101110101010011101010010101001001001001001010101011010101101010001010100010101010101010010010010101010001010110101010110101010100111010101001110101010010101001001001001000

Section 1 – Le plagiat électronique dans les travaux scolaires : de quoi parle-t-on au juste?





## *L'autoplagiat*

L'autoplagiat constitue une notion encore plus ambiguë que la paraphrase aux yeux de la CEST-Jeunesse. **La notion d'autoplagiat, dans le milieu scolaire, réfère à la pratique qui consiste à remettre une copie d'un même travail à divers enseignants quand le contexte s'y prête.**

Certains arguments peuvent être mis de l'avant afin de légitimer ou de blâmer l'autoplagiat. D'un côté, des membres de la CEST-Jeunesse ont fait valoir que cette pratique peut avoir de bonnes répercussions. De fait, il est rare que deux enseignants demandent exactement le même travail à leurs étudiants. Pour répondre aux exigences du travail demandé, l'étudiant doit alors adapter soit le ton, soit l'approche, soit le contenu d'un travail déjà remis avant de le soumettre à nouveau à un autre enseignant. Il y a donc un travail de modification d'une œuvre personnelle qui peut se traduire par l'approfondissement de certaines questions soulevées dans un travail antérieur ou par son perfectionnement, ce qui répond alors aux objectifs de l'éducation. Par souci de transparence et d'honnêteté intellectuelle, l'étudiant doit cependant informer l'enseignant qui évaluera la nouvelle mouture de ce travail qu'il s'agit d'une version « adaptée » d'un ouvrage déjà soumis dans le cadre d'un autre cours. De manière générale, les membres de la CEST-Jeunesse qui ont développé cette argumentation estiment que l'autoplagiat constitue une forme d'opportunisme acceptable du point de vue éthique lorsqu'il est accompli avec transparence et honnêteté.

À l'opposé, d'autres membres de la CEST-Jeunesse ont soutenu que l'autoplagiat (version intégrale ou adaptée d'un travail déjà rédigé par un étudiant) va à l'encontre des objectifs d'apprentissage et remet en question la valorisation de l'effort attendu des étudiants. Ainsi, reprendre en quasi-totalité un travail effectué précédemment n'aurait pas la même valeur et n'impliquerait pas le même effort qu'un travail tout à fait nouveau. En fin de compte, certains membres se sont demandé si la pratique de l'autoplagiat ne ralentissait pas le développement des connaissances et n'empêchait pas l'étudiant d'acquérir de nouvelles habiletés.

Finalement, la CEST-Jeunesse a décidé de ne pas référer à la notion d'autoplagiat dans sa définition du plagiat. Quant à l'acceptabilité éthique de sa pratique, elle n'a pu faire l'objet d'un consensus clairement établi.

101010001010110101010011101010100110101001010100100101010101011010101101010001010100010101010101010010010101010001011010010111010101001110101010010100101001000

Section 1 – Le plagiat électronique dans les travaux scolaires : de quoi parle-t-on au juste?



penser au nombre toujours grandissant de foyers et d'organisations dotés d'ordinateurs personnels et à la mise sur pied du réseau Internet pour constater à quel point les technologies de l'information et de la communication ont changé l'accessibilité et le rapport à l'information. De nos jours, l'information est non seulement plus accessible, mais aussi plus abondante et d'une diversité phénoménale, à la fois dans ce qu'elle offre de mieux, mais aussi dans ce qu'elle offre de pire. Considérant les multiples utilisations auxquelles peuvent se prêter les TIC dans le domaine de l'éducation, la CEST-Jeunesse estime que d'en faire un instrument de plagiat contrevient à un des rôles qui leur est traditionnellement et originairement attribué : la plus grande diffusion de l'information.

Au regard des finalités de l'éducation dans la formation de citoyens honnêtes et de travailleurs compétents, et de celles des TIC comme soutien à l'enseignement et à l'apprentissage, la CEST-Jeunesse considère comme du plagiat électronique (et, par extension, comme des détournements de finalités) les pratiques suivantes :

- copier dans un travail scolaire, en tout ou en partie, le contenu d'un site Web ou des documents disponibles sur Internet sans le signaler et en préciser la source;
- copier de l'information provenant de l'ordinateur ou des courriels d'un autre étudiant sans en indiquer la source;
- copier dans un travail scolaire, en tout ou en partie, le contenu d'un travail scolaire téléchargé à partir d'un site Web d'achat ou d'échange de tels travaux.

10101000101011010101001110101010001101010001010010001010101010110101000101000010101010101010100100100101010100010101010010101101010100111010101001110101010010101000101000100101001000

Section 1 – Le plagiat électronique dans les travaux scolaires : de quoi parle-t-on au juste?



## **Section 2 – Le contexte québécois de l'éducation**

Il a semblé fondamental à la CEST-Jeunesse de situer la problématique du plagiat électronique dans le contexte spécifique de l'éducation. Elle s'est donc interrogée sur les buts de l'éducation et sur la façon dont s'inscrit le plagiat par rapport à ces buts. Par la suite, en considérant comment le milieu éducatif québécois réagit à la question du plagiat sur le plan institutionnel, elle a cherché à cerner plus concrètement en quoi le plagiat constitue un problème pour la communauté éducative.

### *Les buts de l'éducation*

Selon la CEST-Jeunesse, **les buts de l'éducation, sans se résumer à l'énumération qui suit, comportent l'acquisition de connaissances, le développement d'habiletés de synthèse, d'analyse et de jugement critique, et de la capacité à être autonome et à innover dans le cadre d'une formation qui prépare l'étudiant à jouer pleinement et honnêtement son rôle de citoyen.** Par cette définition, la CEST-Jeunesse désire mettre l'accent sur certaines valeurs telles que l'autonomie, l'originalité et la créativité, le dépassement de soi, l'honnêteté intellectuelle, la responsabilité. Elle veut aussi attirer l'attention sur le fait que l'éducation est la clé de la formation de citoyens éclairés et de travailleurs compétents et donc une manière de construire une société juste et responsable où les valeurs mentionnées seront actualisées.

Cela dit, la CEST-Jeunesse s'est demandé si le plagiat entraînait en contradiction avec les buts de l'éducation, constituant ainsi une déviance, ou si le plagiat n'était pas plutôt une forme d'adaptation aux exigences du milieu scolaire et de l'époque actuelle. De plus, sous l'angle de l'évaluation éthique, fallait-il considérer si le plagiat est bon ou mauvais en soi ou selon les conséquences qu'il peut avoir?

D'emblée, la CEST-Jeunesse estime que le plagiat contrevient aux buts de l'éducation tels qu'elle les conçoit. De fait, elle voit mal comment le fait de s'approprier le travail d'autrui pourrait favoriser l'acquisition de certaines capacités énumérées précédemment. Par exemple, comment un étudiant qui plagie peut-il apprendre à critiquer une œuvre littéraire s'il emprunte constamment les critiques d'autres auteurs sans le mentionner et donc sans

101010001010110101010011101010100011010100101010010010010010010010101010111010100010100001010101010100100100101010100010110101010011101010100101001001001000

Section 2 – Le contexte québécois de l'éducation



de l'honnêteté intellectuelle avec laquelle ce cheminement a été mené à terme. Du reste, la formation du citoyen envisagée ici sous-tend la valorisation de l'honnêteté intellectuelle, non seulement en soi, mais aussi à l'égard des conséquences personnelles et sociales positives qui découlent d'une culture de l'honnêteté intellectuelle et de la probité.

En considérant la question sous un autre angle, la CEST-Jeunesse estime que l'importance quasi démesurée accordée aux notes et à la réussite scolaire tend à miner à la base cette culture de l'honnêteté intellectuelle en faisant passer la réussite au-dessus des valeurs d'honnêteté et de bonne foi. Un tel état des choses pousse fort probablement des étudiants à plagier afin d'obtenir de bons résultats scolaires, au détriment d'une formation qui leur apprendrait à bien travailler et à chercher constamment à s'améliorer pour leur propre profit.

*À l'aune de ces réflexions, la CEST-Jeunesse estime que le plagiat électronique constitue une pratique qui va à l'encontre de la finalité de l'éducation et des valeurs qui s'y rapportent et que, par conséquent, une telle pratique est inacceptable d'un point de vue éthique.*

### ***Le contexte québécois et son approche du plagiat***

En matière d'intégrité intellectuelle, des comportements sont attendus de la part des étudiants fréquentant les collèges et les universités du Québec<sup>10</sup> comme en font foi les documents publiés par ces établissements. De fait, des collèges et des universités du Québec s'intéressent à la question du plagiat, qu'il s'agisse du plagiat en général ou du plagiat électronique. En général, trois types de documents abordent le sujet : des documents normatifs concernant les droits d'auteurs, des documents normatifs encadrant l'utilisation des équipements informatiques et des documents plus généraux.

Dans le cadre d'une petite enquête maison, la Commission de l'éthique a recueilli des documents pertinents<sup>11</sup> auprès de dix universités et de vingt-

---

<sup>10</sup> Bien que les discussions de la CEST-Jeunesse aient cherché à inclure tous les ordres d'enseignement, l'analyse suivante, pour des raisons logistiques, ne porte que sur les collèges et les universités.

<sup>11</sup> Une liste des documents colligés et analysés se trouve en bibliographie sous la rubrique « Documents sur l'encadrement du plagiat électronique ». Afin d'alléger le texte et les notes de bas





En ce qui a trait aux documents normatifs balisant l'utilisation des équipements informatiques, un principe revient systématiquement, soit le respect du droit d'auteur ou de la propriété intellectuelle des informations et de la documentation utilisées<sup>16</sup>.

Dans les documents universitaires, les valeurs promues et avec lesquelles le plagiat est incompatible peuvent être ramenées à une même idée primordiale, soit l'honnêteté intellectuelle<sup>17</sup>. Il faut également mentionner que les valeurs de responsabilité, d'excellence académique, de crédibilité sont aussi mises de l'avant.

Fait intéressant, voire troublant, deux universités énoncent explicitement que tout étudiant soupçonné de plagiat est présumé coupable jusqu'à ce qu'il fournisse la preuve du contraire<sup>18</sup>. Il s'agit d'un renversement par rapport à la tradition juridique de la présomption d'innocence et d'une situation qui soulève un enjeu éthique<sup>19</sup>.

Au **collégial**, chaque établissement soumis au *Règlement sur le régime des études collégiales* est tenu d'adopter une politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages (PIÉA) et de s'assurer de son application<sup>20</sup>. Cette politique inclut systématiquement un article sur le plagiat. Il s'agit de variations sur le thème suivant : « Tout plagiat, toute tentative de plagiat ou toute collaboration à un plagiat entraîne la note "0" (zéro) pour l'examen ou le travail en cause. »

À l'instar des universités, les cégeps interdisent tous le plagiat. Et bien que le plagiat soit généralement bien défini, les valeurs au nom desquelles il est inacceptable sont moins mentionnées que dans les documents universitaires.

Le collège Montmorency, dans son *Complément à la PIÉA*, donne une définition relativement complète du plagiat :

---

<sup>16</sup> Voir les documents des universités Laval, de Sherbrooke, de Montréal et du Québec à Rimouski.

<sup>17</sup> C'est le cas de l'honnêteté académique et de l'intégrité dans la recherche académique (Bishop's), la probité intellectuelle (Concordia), l'intégrité, l'objectivité et l'impartialité (UQAT), la loyauté et l'intégrité de la relation d'apprentissage enseignant-étudiant et du processus d'évaluation (McGill).

<sup>18</sup> L'Université Laval (voir article 28, alinéa b de son *Règlement disciplinaire*) et l'Université McGill (voir son *Guide des droits et obligations de l'étudiant*).

<sup>19</sup> Voir section 4.

<sup>20</sup> COMMISSION DE L'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL, *Politiques institutionnelles*, [en ligne]. [<http://www.ceec.gouv.qc.ca/fr/politiques/piea.htm>]

1010100010101101010100111010101001110101001010100100100101010101110101000101000010101010101010010010101010001010110101010011101010100110101010010100100101001000

Est considéré comme étant du plagiat, la copie intégrale ou partie de travail ou d'examen d'un autre élève, tout extrait intégral ou substantiel provenant d'une source (livre, revue, Internet, etc.) qui n'est pas indiqué dans le texte selon les règles méthodologiques en vigueur. L'utilisation systématique de paraphrases pourrait également être considérée comme étant du plagiat à moins d'une indication particulière donnée par l'enseignante ou l'enseignant<sup>21</sup>.

Fait intéressant, la définition du Vanier College couvre spécifiquement le plagiat électronique : « [...] Copier en tout ou en partie des extraits écrits ou électroniques d'une publication sans en indiquer la source d'une manière reconnue académiquement ou par un guide méthodologique<sup>22</sup>. » [Traduction] La définition du cégep de St-Félicien fait également mention du plagiat électronique : « De même, copier en tout ou en partie un texte ou une œuvre disponible sur Internet sans mentionner la source est un plagiat<sup>23</sup>. » Les définitions du Heritage College, du collège de l'Outaouais, ainsi que du cégep de Trois-Rivières, pour leur part, recoupent des éléments de la définition du collège Montmorency.

Les valeurs mentionnées dans les documents publiés par les cégeps sont l'intégrité académique<sup>24</sup>, l'honnêteté et le bon sens<sup>25</sup>. De plus, beaucoup d'importance est accordée au fait de respecter le droit d'auteur et la propriété intellectuelle.

<sup>21</sup> COLLÈGE MONTMORENCY, *Complément à la Politique d'évaluation des apprentissages du Collège Montmorency*.

<sup>22</sup> VANIER COLLEGE, *Vanier College Administrative Policies and Procedures* – «Copying in whole or in part from published material or electronic sources (material that the student did not originate himself/herself) without documenting the source in accordance with any recognized academic or technical guide. »

<sup>23</sup> CÉGEP DE ST-FÉLICIEN, *Politique d'évaluation des apprentissages*.

<sup>24</sup> HERITAGE COLLEGE, *Heritage College Policy #33 Concerning Academic Integrity*; VANIER COLLEGE, *Vanier College Administrative Policies and Procedures*.

<sup>25</sup> COLLÈGE DAWSON, *Dawson College Institutional Student Evaluation Policy*.

10101000101010001011101010100011010101001010100100010101010101101010110101000010100001010101010101001001010101000101010100101110101010011010101001010010100101000

À la lumière des résultats de cette enquête maison, la CEST-Jeunesse constate que la question du plagiat ne revêt pas la même importance parmi les établissements d'enseignement post-secondaire au Québec. Alors que certains d'entre eux démontrent un certain souci pour la question, d'autres semblent moins préoccupés par son encadrement. De plus, il faut noter qu'il n'y a d'uniformité ni dans les définitions du plagiat en général ou du plagiat électronique ni dans les sanctions prévues, pas plus que dans la réglementation en vigueur sur le sujet. L'ensemble de ces préoccupations est repris dans la section suivante.

Considérant qu'il s'agit là d'un problème majeur au regard de la correction d'une situation qui contrevient aux buts de l'éducation, la CEST-Jeunesse estime nécessaire de formuler des pistes de solutions. Pour ce faire, elle a choisi de s'appuyer sur les valeurs en jeu et de déterminer celles qu'il s'avère essentiel de mettre de l'avant en vue de contrer le plagiat électronique dans les travaux scolaires.

10101000101011010101011101010100111010101001010100100100100100100010101101010111010100010101000101010101010101001001010101000101011010010101101010101001110101010011010101001010100010010001001000





de l'intégrité intellectuelles. Il lui apparaît souhaitable de remédier à certaines confusions, et ce, le plus tôt possible dans le cursus scolaire, notamment en traitant du plagiat et en fournissant des directives qui offriront un cadre méthodologique précis aux élèves afin qu'ils soient en mesure de citer et de paraphraser correctement les auteurs dont ils s'inspirent dans leurs travaux. Ces directives pourraient également se trouver sur le site Internet du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) afin d'être facilement disponibles et accessibles.

La sensibilisation devrait commencer dès le primaire, à partir du moment où les enseignants demandent à leurs élèves de faire des recherches sur un sujet pour rédiger un texte ou en rendre compte oralement. La nature de la sensibilisation devrait évoluer avec les années et en fonction de la nature des travaux demandés de façon que les messages transmis soient adaptés aux réalités des étudiants. Enfin, elle devrait promouvoir l'importance de l'honnêteté autant envers l'enseignant qu'envers les autres élèves. Selon la CEST-Jeunesse, la valeur d'honnêteté s'avère d'autant plus importante qu'elle est le fondement de la relation de confiance qui unit plusieurs acteurs dans le milieu scolaire. De fait, la relation de confiance qui unit l'étudiant et son enseignant constitue la base d'un contrat implicite entre ces acteurs. D'une part, l'enseignant et son établissement s'engagent à donner un enseignement de qualité et les étudiants, pour leur part, s'engagent en retour à se soumettre en toute bonne foi aux évaluations. Il faut en outre garder en tête que ces évaluations sont les critères sur lesquels se fonde l'émission des diplômes reconnaissant la compétence des étudiants. Or, en plagiant, c'est tout ce système basé sur l'honnêteté et la bonne foi qui se trouve miné à la base et qui peut mener à la dévalorisation des diplômes.

La CEST-Jeunesse estime que le plagiat électronique peut avoir des conséquences néfastes sur le lien de confiance qui relie le milieu scolaire et la société en général. De fait, personne n'aimerait savoir que son médecin a plagié afin de réussir la plupart de ses cours ou que le mécanicien qui répare sa voiture a fait de même.

Développer le sens des responsabilités et, par extension, un certain sentiment d'honneur et de fierté chez les étudiants fait également partie de la stratégie de sensibilisation préconisée par la CEST-Jeunesse. Il est primordial de faire en sorte que les étudiants soient en mesure de se porter garants du contenu de leurs travaux et d'être fiers de leur originalité, comme des efforts réalisés. Toutefois, certains membres de la CEST-Jeunesse ont fait remarquer que la

10101000101011010101011101010100111010100101010010100100101010101101010001010000101010101010100100100101010001011010010111010101001110101010010101000101000100010001000

Section 3 – Des pistes de solutions à privilégier et des valeurs à mettre de l'avant



*Connaissance des technologies de l'information et de la communication (TIC) et méthodes d'enseignement et d'évaluation*

Selon la CEST-Jeunesse, il existe un décalage entre les connaissances des enseignants et celles des étudiants dans l'utilisation des TIC et des moyens qui permettent le plagiat électronique. Compte tenu du degré très inégal des connaissances en la matière parmi les enseignants, bon nombre d'entre eux auraient de la difficulté à détecter les cas de plagiat électronique. Les étudiants, de leur côté, seraient habiles à trouver des méthodes pour plagier. Ce net avantage des étudiants sur les enseignants doit, par conséquent, être corrigé de manière à favoriser une meilleure détection du plagiat par les enseignants.

De manière générale, la CEST-Jeunesse a noté que la forme que prennent les travaux scolaires n'a pas beaucoup évolué et que les thèmes de recherche demeurent trop souvent semblables d'une année à l'autre. Aussi, la pratique du plagiat électronique s'est vite adaptée à la nature des travaux scolaires. Il faudrait donc repenser les travaux scolaires afin, d'une part, de rendre le plagiat difficile ou trop peu profitable et, d'autre part, de stimuler la curiosité et le plaisir d'apprendre chez les étudiants. Parmi les méthodes qui gagneraient à être plus largement utilisées, certains membres de la CEST-Jeunesse ont mentionné les exposés oraux, les travaux par étapes avec suivi effectué par l'enseignant ou un assistant, les laboratoires, les épreuves formatives et les études comparatives.

*Considérant les lacunes chez certains enseignants à propos de leur connaissance et de leur maîtrise des TIC et considérant que l'éradication du plagiat électronique passe également par une transformation des méthodes d'enseignement et d'évaluation,*

***la CEST-Jeunesse recommande que :***

- *les enseignants reçoivent une formation continue en matière de technologies de l'information et de la communication et particulièrement sur les moyens facilitant le plagiat électronique;*
- *les enseignants adoptent des types de travaux et d'évaluation qui rendent le plagiat difficile ou trop peu profitable et qui aiguisent davantage la curiosité et le plaisir d'apprendre des étudiants.*

101010001010110101010011101010100101010010010101001001101010110101000101000010101010101010010010101000101011010010111010101001110101010010100101001000

Section 3 – Des pistes de solutions à privilégier et des valeurs à mettre de l'avant



***Pour des sanctions claires, adaptées et rigoureuses : transparence et équité***

La CEST-Jeunesse considère qu'il est important de réfléchir aux causes primordiales du plagiat électronique plutôt que de chercher uniquement à combattre les symptômes. Dans l'état actuel des choses, cependant, elle est convaincue que la diminution de l'incidence de plagiat électronique ne peut se faire sans la mise en place de règles et de sanctions claires, adaptées et rigoureuses.

La CEST-Jeunesse est d'avis que la réglementation et les sanctions qui se rapportent au plagiat électronique doivent être adaptées au niveau de formation de l'étudiant. Plus l'étudiant chemine dans le cursus scolaire, plus il est légitime de s'attendre à ce qu'il soit sensibilisé aux enjeux entourant le plagiat; notamment parce que le plagiat risque d'avoir des répercussions sociales et personnelles graves dans le cadre d'une formation plus avancée. Ainsi, selon toute logique, l'étudiant universitaire devrait être plus au fait des tenants et aboutissants du plagiat qu'un élève du primaire. Car, de toute évidence, s'adonner au plagiat dans une thèse de doctorat porte plus à conséquence que dans la préparation d'un travail de recherche au secondaire. Pour ces raisons, la CEST-Jeunesse estime qu'il devrait y avoir une certaine gradation dans les sanctions pour les cas de plagiat électronique.

Il convient de rappeler que le but d'une sanction n'est pas nécessairement de punir de manière brutale des élèves en plein apprentissage, mais plutôt de leur faire comprendre très tôt que le plagiat électronique constitue une pratique inacceptable tant sur le plan éthique que sur le plan éducatif. La CEST-Jeunesse estime néanmoins que les sanctions prévues en cas de plagiat électronique doivent refléter une certaine sévérité puisqu'il s'agit d'une pratique qui peut avoir des conséquences sociales et personnelles graves à long terme. Il lui apparaît également souhaitable que les cas de récidive fassent l'objet d'un traitement plus sévère.

Enfin, il serait intéressant d'être imaginatif dans les sanctions et d'avoir pour objectif premier non pas de punir le plagiaire, mais plutôt de lui faire comprendre le tort qu'il se fait et de lui donner des moyens pour éliminer, ou du moins atténuer les causes premières qui le conduisent à plagier. Bref, la CEST-Jeunesse est d'avis que des sanctions constructives doivent être envisagées afin de diminuer l'incidence du plagiat électronique. Plusieurs idées ont d'ailleurs été lancées à cet effet, dont l'inscription à un programme

10101000101011010101001110101010010101001001001001001001001001001010101010110101000101000010101010101010010010010101010001010110101010011101010100101010001001001001000

Section 3 – Des pistes de solutions à privilégier et des valeurs à mettre de l'avant

de tutorat par les pairs ou encore à un exercice de gestion du temps et de planification des travaux scolaires, par exemple.

*Considérant qu'il est important d'envoyer un message clair aux plagiaires tout en leur donnant les moyens d'éviter de se mettre dans des situations où le plagiat électronique devient une option séduisante,*

***la CEST-Jeunesse recommande que tous les établissements d'enseignement appliquent des sanctions connues de tous, constructives et adaptées aux divers ordres d'enseignement.***

La CEST-Jeunesse estime que toute approche en matière de sanctions dans les cas de plagiat électronique doit miser sur les valeurs de transparence et d'équité. La transparence devrait se traduire par la diffusion la plus large possible des actions en lien avec sa recommandation sur le sujet. Il est important que la mise en place d'une réglementation et de sanctions soit accompagnée d'une sensibilisation à la question du plagiat (électronique ou autre) afin que tous les acteurs concernés soient au courant des « règles du jeu ». Ainsi, la CEST-Jeunesse considère que les étudiants doivent être informés de la nature des actions concrètes qui seront prises afin de limiter l'incidence du plagiat électronique. Pour ce faire, les règlements et les sanctions prévues en cas de plagiat devraient être facilement accessibles et disponibles. Par exemple, ils pourraient figurer au plan de cours, dans l'agenda étudiant et dans les règlements officiels des établissements d'enseignement.

Par souci d'équité envers les étudiants, il est important que les enseignants et les administrations des établissements d'enseignement du Québec appliquent sans réserve les sanctions prévues en cas de plagiat électronique. Pour un même cas de plagiat électronique, il serait inéquitable envers les étudiants que certains enseignants ou certains établissements d'enseignement n'appliquent pas les sanctions prévues alors que d'autres le font. De fait, les étudiants n'auraient-ils pas raison de considérer comme injuste le fait que leurs concœurs et confrères d'autres établissements ou qui ont d'autres enseignants obtiennent de bons résultats en plagiant, alors qu'eux respectent une réglementation rigoureusement appliquée? Enfin, la CEST-Jeunesse se demande si les enseignants et les établissements moins rigoureux dans leurs démarches pour contrer le plagiat électronique ne seraient pas, en bout de

00100001011010010101110101010001101010001010100010010010001000101010101101010001010000101010101010100010101000101010100010110101010011010101000101000100010001000

Section 3 – Des pistes de solutions à privilégier et des valeurs à mettre de l'avant

ligne, moins valorisés par les étudiants, par d'autres établissements d'enseignement et par d'éventuels employeurs.

*Considérant le besoin d'une approche fondée sur la transparence et l'équité,*

*la CEST-Jeunesse recommande que tous les établissements du réseau de l'éducation, et ce pour chacun des ordres d'enseignement (primaire, secondaire, collégial, universitaire), se dotent d'une définition, de sanctions et d'une réglementation concernant le plagiat électronique; que les contenus soient uniformisés en fonction du niveau de formation, largement diffusés et uniformément appliqués dans le milieu scolaire.*

101010001010110101010011101010100111010100101010010010010010101010111010100010101000101010101010101001001010101000101010001011101010100111010101001001001001000

Section 3 – Des pistes de solutions à privilégier et des valeurs à mettre de l'avant





pensable dans la lutte contre cette pratique. Concrètement, il s'agit pour les enseignants de comparer les travaux qu'ils reçoivent à ceux contenus dans une banque de données. Si ce procédé devenait systématique, la présomption d'innocence risquerait de se trouver renversée en présomption de culpabilité. En effet, tous les étudiants seraient présumés coupables de plagiat jusqu'à ce qu'un logiciel confirme l'originalité de leur travail.

De plus, la CEST-Jeunesse n'exclut pas que la présomption de culpabilité pourrait éventuellement nuire aux relations entre enseignants et étudiants en contribuant au développement d'un climat de méfiance réciproque.

La CEST-Jeunesse a débattu très brièvement de l'enjeu du renversement possible de la présomption d'innocence en présomption de culpabilité. Pour certains membres de la CEST-Jeunesse, la présomption d'innocence demeure et doit demeurer un principe de droit fondamental devant s'appliquer dans le milieu éducatif comme ailleurs alors que, pour d'autres membres, un tel principe protège indûment les plagiaires. Cependant, faute d'un consensus formel et d'opinions spécialisées sur le sujet, la CEST-Jeunesse a préféré laisser la discussion ouverte et souhaite qu'elle puisse être poursuivie par d'autres.

### *Les causes premières du plagiat*

À quelques reprises, la CEST-Jeunesse a insisté sur le besoin de se pencher sur les causes premières du plagiat. C'est pourquoi elle a proposé des sanctions constructives pour les plagiaires « débutants ». Ce type de sanction vise à découvrir la raison fondamentale pour laquelle l'étudiant plagie et à lui donner les moyens de réussir à compléter des travaux de qualité par lui-même. Ces sanctions peuvent avoir un certain impact sur des étudiants qui ont recours au plagiat par manque de confiance en eux ou encore par peur de ne pas être en mesure de remettre leurs travaux à temps, par exemple. Cependant, la CEST-Jeunesse s'est également interrogée sur les causes encore plus profondes qui peuvent expliquer, sans l'excuser, le plagiat électronique. La pression liée à la performance a été identifiée comme l'une de ces raisons. Elle se trouve d'ailleurs un peu partout dans la société contemporaine et elle peut devenir si forte que, dans le cadre scolaire, il peut devenir tentant de plagier afin d'obtenir de bons résultats. Quoi qu'il en soit, la CEST-Jeunesse estime que des recherches sur ces causes premières

10101000101011010101001110101010011101010010101001001001001001001010101011010100010100001010101010101001001001010100010110101010011101010100111010101001001001001000

























## **Annexe 2 – Programme de l’atelier CEST-Jeunesse 2005**

### **Séance de travail du 15 au 17 avril 2005**

*Station touristique Duchesnay*

#### SOIRÉE D’OUVERTURE DE LA CEST JEUNESSE 2005

#### **Vendredi 15 avril – Auberge de Duchesnay**

**17h30** Arrivée à Duchesnay (enregistrement à l’Auberge) et installation dans les pavillons

#### ***Salle Maïanthème***

- 18h30** Accueil : *Madame Diane Duquet, coordonnatrice de la CEST*  
Mot de bienvenue : *M<sup>e</sup> Édith Deleury, présidente de la CEST*  
*Madame Hélène P. Tremblay, présidente du Conseil de la science et de la technologie*
- 18h45** Présentation des participants et nomination à la présidence de la CEST-Jeunesse 2005
- 19h30** Cocktail et communication sur le plagiat électronique suivie d’une période de questions :  
*Madame Anne Chartier, Faculté des sciences de l’administration, U. Laval*
- 20h** Dîner

\* \* \* \* \*

#### JOURNÉE DE DISCUSSION SUR LE PLAGIAT ÉLECTRONIQUE

#### **Samedi 16 avril – Pavillon Élan**

##### **AVANT-MIDI**

- 9h** Rappel par les enseignants du travail préparatoire réalisé ou prévu<sup>29</sup> dans leurs cours
- 10h30** Pause-santé
- 10h45** Début des travaux et discussions
- 11h45** *Synthèse des échanges et questions ou commentaires des observateurs*
- 12h** *Lunch à l’Auberge (Bistro)*

---

<sup>29</sup> En raison de la grève étudiante, la planification initiale des enseignants n’a pas toujours pu être respectée. Cette période a donc pour but de faire bénéficier l’ensemble des participants d’une synthèse de l’enseignement et des travaux réalisés dans chaque cégep.

1010100001011101010100111010101010101000100100010010110101011101010001010100010101010101000100101010100010101010001011101010100011101010100101001010010001000



**Les membres de la Commission de l'éthique de la science et de la technologie**<sup>30</sup>

**PRÉSIDENTE**

**M<sup>e</sup> Édith Deleury**

Professeure – Faculté de droit  
Université Laval

**MEMBRES**

**Patrick Beaudin**

Directeur général  
Société pour la promotion de la  
science et de la technologie

**Louise Bernier**

Doctorante en droit (bioéthique, génétique et  
droit)  
Université McGill

**Sabin Boily**

Consultant en nanotechnologies

**D<sup>r</sup> Pierre Deshaies**

Médecin spécialiste en santé communautaire  
Chef du département clinique de santé publique  
Hôtel-Dieu de Lévis

**Benoît Gagnon**

Chercheur  
Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques  
et diplomatiques  
Université du Québec à Montréal

**Jacques T. Godbout**

Sociologue  
Institut national de la recherche scientifique –  
Urbanisation, Culture et Société

**Michèle S. Jean**

Faculté des études supérieures  
Université de Montréal  
Présidente du Comité international de  
bioéthique – UNESCO

**Johane Patenaude**

Professeure (éthique) – Faculté de médecine  
Université de Sherbrooke

**François Pothier**

Professeur – Faculté des sciences de  
l'agriculture et de l'alimentation  
Université Laval

**Louise Rozon**

Directrice  
Option Consommateurs

**D<sup>r</sup> Stanley Volland**

Médecin  
Complexe hospitalier de la Sagamie  
Saguenay

**MEMBRES INVITÉS**

**Geneviève Bouchard**

Sous-ministre adjointe et directrice générale  
Direction générale des politiques  
Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et  
de la Famille  
Gouvernement du Québec

**Danielle Parent**

Secrétaire adjointe à la législation et conseillère  
juridique  
Commission d'accès à l'information du Québec

**COORDONNATRICE**

**Diane Duquet**

<sup>30</sup> Au moment de l'adoption du document.



*Le plagiat électronique dans les travaux scolaires* ↪ *une pratique qui soulève des questions éthiques* est un avis qui résulte des travaux d'une Commission-Jeunesse mise sur pied par la Commission de l'éthique de la science et de la technologie. En leur qualité d'étudiants au collégial, les membres de la CEST-Jeunesse bénéficient d'une connaissance des réalités étudiantes qui leur a permis, dans un délai très court, de développer une réflexion éthique sur un sujet aussi vaste et complexe que le plagiat électronique dans le milieu scolaire.

Dans le cadre du présent avis, la CEST-Jeunesse 2005 déploie un effort de clarification conceptuelle visant à définir en quoi consiste le plagiat électronique dans les travaux scolaires. De plus, elle brosse un tableau du contexte québécois de l'éducation, de ses buts et de son approche du plagiat. Elle propose ensuite des pistes de solutions à privilégier et des valeurs à mettre de l'avant au moyen de quatre recommandations. Elle se penche également sur d'autres questions d'ordre éthique telles que le principe de présomption d'innocence, les causes premières du plagiat et la propriété intellectuelle.

Cet avis de la CEST-Jeunesse 2005 et les publications de la CEST sont disponibles à l'adresse suivante :

[www.ethique.gouv.qc.ca](http://www.ethique.gouv.qc.ca)

*La mission de la CEST consiste, d'une part, à informer, sensibiliser, recevoir des opinions, susciter la réflexion et organiser des débats sur les enjeux éthiques du développement de la science et de la technologie, et, d'autre part, à proposer des orientations susceptibles de guider les acteurs concernés dans leur prise de décision.*

**Commission  
de l'éthique  
de la science  
et de la technologie**

**Québec** 